18 juin 1996, Ottawa

Allocution à l'occasion de la prochaine Conférence des Premiers ministres

À la fin de la semaine, je présiderai une réunion des premiers ministres à Ottawa. Cette réunion des premiers ministres ne sera pas dramatique. Nous ne jouerons pas à la roulette l'avenir du Canada. Ce ne sera pas une rencontre où l'on joue le tout pour le tout et qui tiendra les Canadiens rivés à leur téléviseur. Et ce ne devrait pas l'être.

Cette réunion sera une étape, une étape dans ce long périple qu'est le Canada. Notre pays se construit au jour le jour, une étape après l'autre. Cela a toujours été comme cela et il continuera d'en être ainsi. Les grandes initiatives ont leur place, mais l'édification d'un pays ne défraie pas souvent les pages mondaines. Et vous savez tous que je ne suis pas porté sur les pages mondaines.

C'est la technique des petits pas, des changements graduels. C'est la démarche que nous avons adoptée à nos deux autres réunions des premiers ministres. Et les deux ont été couronnées de succès. La première a débouché sur le programme de travaux d'infrastructure et le concept d'Équipe Canada. La seconde a abouti à un accord visant à réduire les entraves au commerce intérieur. Les Canadiens sont plus intéressés à voir leurs premiers ministres travailler ensemble pour régler les vrais problèmes qui touchent leur vie.

Des questions comme promouvoir les emplois et la croissance, protéger notre environnement, protéger nos programmes sociaux, mettre fin au gaspillage et au double emploi dans l'administration gouvernementale. Il suffit de voir le succès remporté par l'Équipe Canada. Les Canadiens aiment cette approche. Ils ont vu leurs dirigeants politiques et les milieux d'affaires collaborer étroitement pour promouvoir nos intérêts collectifs, notamment pour ouvrir des marchés et stimuler des investissements qui seront synonymes d'emplois et de prospérité pour tous. Je crois que c'est cet esprit qui devra animer notre rencontre à la fin de la semaine.

La Réunion des premiers ministres devrait avoir trois grands thèmes : renforcer notre économie et promouvoir de bons emplois; coopérer pour protéger et développer nos programmes sociaux; rendre nos gouvernements fédéral et provinciaux plus efficaces, dans le cadre du renouvellement du fédéralisme.

Pour une raison quelconque, certains croient que cette réunion des premiers ministres ne portera pas assez sur l'économie. Cela est faux. Tout ce que nous allons y discuter a pour objectif de favoriser le renforcement de l'économie et d'améliorer le climat d'investissement. Si à l'issue de la réunion tous les premiers ministres sont parvenus à montrer que nous pouvons collaborer, cela sera très bénéfique pour l'économie, le climat d'investissement et la création d'emplois. De fait, les gouvernements fédéral et provinciaux ont travaillé sans relâche pour renforcer l'économie. Chacun des gouvernements contribue à l'assainissement des finances publiques. La performance économique du gouvernement du Canada qui était parmi les pires du Groupe des Sept, il y a un peu moins de trois ans, compte aujourd'hui parmi les meilleures. Il y a deux semaines, les premiers ministres des provinces de l'Ouest ont souligné qu'en un peu plus de quatre ans, leur bilan collectif est passé d'un déficit de 6 000 000 000 \$ à un excédent de 600 000 000 \$. Ce sont là des progrès remarquables. À la

réunion des premiers ministres, je crois que nous devrions nous engager à poursuivre dans cette voie.

Mais une économie forte est une économie en croissance. Et au Canada la croissance repose de plus en plus sur les exportations. Depuis 1993, depuis le début du mandat de notre gouvernement, les exportations du Canada sont passées de 209 à 289 000 000 000 \$ par année, ce qui représente une hausse de 38 % en trois ans seulement. De fait, nos ventes sur les marchés étrangers représentent désormais 37 % de notre produit intérieur brut, ce qui veut dire que nous sommes devenus le pays du G-7 le plus fortement axé sur les exportations.

Nous savons que les débouchés dans les pays en croissance rapide de l'Asie et de l'Amérique latine sont énormes. C'est pourquoi j'ai dirigé trois missions commerciales depuis trois ans, dont deux avec les premiers ministres des provinces à la tête d'Équipe Canada. C'est pourquoi nous avons vu nos entreprises conclure des marchés de plus de 20 000 000 000 \$ durant ces missions. Posez la question aux gens d'affaires qui y ont participé.

Ils vous diront que la formule d'Équipe Canada les a aidés à décrocher ces marchés. Et plus important encore, il y a ces milliers de Canadiens qui occupent de nouveaux emplois parce que les gouvernements fédéral et provinciaux et le secteur privé ont travaillé ensemble. Cette semaine, je proposerai de nouvelles possibilités pour l'Équipe Canada avec les premiers ministres des provinces. J'espère que nous serons en mesure d'annoncer notre prochaine mission.

Mais notre marché intérieur est la source principale d'affaires ainsi qu'un tremplin vers le succès. Pour cette raison, nous devons continuer d'éliminer les entraves au commerce intérieur qui imposent des coûts inutiles aux consommateurs canadiens et qui sapent la capacité concurrentielle de nos entreprises au pays. Nous avons amorcé ce processus à la dernière réunion des premiers ministres, il y a deux ans. Nous avons depuis résolu des questions importantes.

Mais les progrès se font attendre dans certains domaines. Je crois que les premiers ministres devront faire un bilan sérieux de la situation et se demander ce qu'il convient de faire pour aller de l'avant. Nous avons besoin de nous fixer des objectifs et des échéanciers bien précis en matière de libéralisation du commerce intérieur. Et nous nous devons de clarifier et de moderniser les rôles et les responsabilités du gouvernement pour mieux servir la population canadienne. Le gouvernement canadien a donc décidé de se retirer des activités dont la responsabilité convient mieux au secteur privé ou aux provinces dans les secteurs des mines, des forêts et des loisirs.

C'est pourquoi nous adoptons une attitude semblable pour la pêche en eau douce, secteur où nous offrons de déléguer certaines responsabilités aux provinces. Et c'est aussi pourquoi nous nous employons à céder aux provinces la responsabilité de l'administration de notre parc de logements sociaux. Nous voulons aussi instituer des partenariats avec les provinces et le secteur privé dans les domaines qui ont une dimension à la fois nationale et provinciale. Le modèle de la Commission canadienne du tourisme, mise sur pied non seulement avec les provinces mais aussi avec le secteur privé, montre bien qu'un peu d'imagination et de

souplesse peut rapporter beaucoup. Dans ce secteur, qui crée tant d'emplois, tous les principaux intéressés au Canada mettent désormais l'épaule à la roue.

Ce genre de partenariat est sensé. Aucun des partenaires n'est plus important que les autres. L'organisme n'est ni fédéral, ni provincial. Il s'agit d'un véritable effort conjoint. Et toute la population peut en profiter. C'est aussi beaucoup plus logique. C'est pourquoi nous proposons des partenariats dans les secteurs de l'inspection des aliments, de la réglementation des valeurs mobilières et de l'administration fiscale. Nous avons fait ces propositions dans le discours du Trône de février et je veux en discuter cette semaine avec les premiers ministres.

Je sais bien que l'idée d'un système national d'inspection des aliments n'a rien de particulièrement excitant. Il est évident que ce n'est pas la solution magique au problème de l'unité nationale. Si cette proposition n'est pas tout à fait spectaculaire, elle peut tout de même contribuer à moderniser la fédération, en donnant un bon exemple de ce que cela signifie. Les ministres de l'Agriculture des provinces se sont montrés intéressés récemment par un système national d'inspection des aliments. Un système qui ne serait ni fédéral ni provincial mais qui reposerait sur le principe de la cogestion. J'ai hâte d'entendre les points de vue des premiers ministres sur cette question plus tard cette semaine.

Les deux ordres de gouvernement devraient coopérer pour clarifier les rôles et les responsabilités de chacun. C'est ce que les ministres de l'Environnement, y compris celui du Québec, ont convenu de faire lorsqu'ils se sont rencontrés le mois dernier. Ils élaboreront ensemble un accord-cadre qui permettra d'atteindre le plus haut niveau de qualité environnementale au Canada et qui orientera des accords ultérieurs plus précis. Les ministres se sont engagés à travailler avec diligence à l'élaboration d'ententes sur les normes environnementales, un service d'inspection et l'évaluation environnementale. Le fait de clarifier les rôles et les responsabilités permettra de réduire les coûts et permettra au secteur privé de se conformer plus aisément aux normes environnementales. Et réduire les frais des entreprises, tout en garantissant le respect des normes environnementales les plus exigeantes qui soient, constitue une façon pragmatique et pratique de créer un climat favorable à la création d'emplois.

J'espère que les premiers ministres appuieront le travail des ministres de l'environnement et leur diront de poursuivre et de terminer ce qu'ils ont entrepris. Toutes ces questions, qui font intervenir la clarification des rôles et des responsabilités du gouvernement fédéral et des administrations provinciales, seront inscrites à l'ordre du jour de notre réunion de vendredi. Elles sont regroupées sous la rubrique du « renouvellement de la fédération ».

Dans chaque cas, il s'agit de prendre un dossier, de trouver différentes façons de travailler ensemble pour le régler, pour ensuite passer au suivant. C'est à cela que correspond le renouvellement efficace de la fédération. Cela ne semble pas très excitant. Certainement pas autant qu'une bonne bataille constitutionnelle agrémentée de menaces et d'ultimatums. Mais je crois que c'est le genre d'excitation dont les Canadiens peuvent très bien se passer maintenant. C'est pourquoi nous allons passer très peu de temps à discuter de l'article 49 de la Loi constitutionnelle. Le mieux que nous pouvons faire pour l'instant est d'éliminer cette échéance d'une conférence constitutionnelle d'ici avril prochain.

Certains disent que les négociations constitutionnelles du lac Meech et de Charlottetown nous ont déjà libérés de cette obligation juridique, d'autres affirment le contraire. Je ne veux rien laisser au hasard. Je veux être certain que nous nous sommes acquittés de notre obligation. Je donnerai donc aux premiers ministres l'occasion d'exprimer leur point de vue et ainsi, nous nous serons acquittés de cette obligation. Il est évident que certains premiers ministres ne veulent pas de longue discussion sur le mode de révision à la réunion. Je n'ai rien contre. La discussion viendra plus tard, quand tout le monde en voudra. Cela vaut beaucoup mieux que de plonger le pays dans un exercice constitutionnel stérile et inutile.

Les Canadiens et Canadiennes veulent que nous nous concentrons maintenant sur la création d'emplois. J'étais premier ministre depuis six mois quand j'ai convoqué la première réunion des premiers ministres. Nous avons alors décidé d'aller de l'avant avec le programme fédéral-provincial-municipal de travaux d'infrastructure que nous avons promis dans le Livre rouge, un programme d'une valeur de 6 000 000 000 \$. Depuis deux ans et demi, ce programme a entraîné la création de plus de 100 000 emplois et permis de doter nos collectivités d'installations améliorées qui dureront des années. Cela a été un modèle de coopération entre les trois ordres de gouvernement.

J'ai l'intention de parler de la réussite de ce programme avec les premiers ministres quand ils viendront à Ottawa. Et de la possibilité de mettre sur pied un nouveau programme d'infrastructure. Ce ne sera pas nécessairement une copie conforme du programme qui s'achève maintenant. Il pourrait viser des secteurs bien particuliers, dans la technologie de pointe ou dans la technologie rudimentaire; les premiers ministres de l'Ouest ont réclamé un programme routier national lorsqu'ils se sont rencontrés il y a deux semaines. Il pourrait aussi servir à renforcer un secteur économique en pleine croissance, comme celui du tourisme.

Les possibilités ne manquent pas. L'important, c'est de nous inspirer de la réussite de notre partenariat concernant l'infrastructure. De créer des emplois. D'investir dans la croissance économique à long terme et dans une meilleure qualité de vie pour tous les Canadiens tout en faisant preuve de responsabilité budgétaire. Lorsque nous parlerons d'emploi, nous pourrions être encouragés par le fait que, depuis novembre 1993, quand ce gouvernement est arrivé au pouvoir, le Canada a créé plus de 600 000 emplois, soit plus que l'Allemagne et la France réunies.

Mais nous devons également reconnaître que trop de jeunes Canadiens ne profitent pas de cette croissance de l'emploi. Il nous appartient de faire quelque chose. Notre gouvernement a doublé le nombre d'emplois d'été cette année. Et plusieurs provinces ont agi dans le même sens. À mon avis, il serait bon que les premiers ministres trouvent des moyens par lesquels ils pourraient collaborer davantage pour aider les jeunes Canadiens. Et nous devrions collectivement inciter le secteur privé à accroître ses efforts dans ce sens.

La formation en vue du marché du travail est un autre domaine où beaucoup pensent qu'un rééquilibrage des rôles profiterait à notre économie. Nous les avons écoutés. Le gouvernement fédéral se retire du secteur de la formation pour laisser les provinces libres de se doter de programmes et de pratiques conformes aux besoins de leurs citoyens. Le gouvernement fédéral a offert aux provinces la possibilité d'assurer l'exécution de mesures financées à même le compte de l'assurance-emploi dans des domaines autres que la

formation, comme les subventions salariales, les suppléments de rémunération, l'aide au travail indépendant et les partenariats pour la création d'emplois. Cette proposition fédérale a généralement été bien reçue.

Nous allons en parler à la réunion. Les commentaires le plus souvent positifs des gouvernements provinciaux m'encouragent grandement. La réunion des premiers ministres offrira aussi l'occasion de discuter d'un important document produit par neuf provinces, le rapport du Conseil ministériel sur la politique sociale. Ce rapport mérite notre attention. Nous avons tous l'obligation de travailler ensemble pour assurer le maintien du filet de sécurité sociale du Canada. Nous devons tous prendre les choses en main et assumer nos responsabilités.

En fait, le gouvernement fédéral est déjà intervenu dans le cas de certains de ces dossiers, J'ai déjà parlé de la formation de la main-d'œuvre. Nous nous sommes déjà attaqués à une autre question mentionnée dans le rapport du Conseil ministériel lorsque nous avons stabilisé, dans le Budget de 1996, la composante en espèces du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux. Par ailleurs, nous avons aussi annoncé dans le discours du Trône que dorénavant, le gouvernement fédéral n'utilisera pas son pouvoir de dépenser pour mettre en place de nouveaux programmes à frais partagés dans les sphères de compétence provinciale exclusive, sans le consentement de la majorité des provinces, et en donnant à chacune la possibilité de ne pas adhérer à de tels programmes.

C'est la première fois dans l'histoire canadienne qu'un tel engagement est pris hors du cadre d'un accord constitutionnel. Et cet engagement va encore plus loin que ce qu'on retrouvait dans l'accord du lac Meech, que M. Bouchard a appuyé. Nous avons donc fait la preuve de notre détermination dans ces domaines et nous prouvons maintenant que nous prenons très au sérieux les conclusions du rapport du Conseil ministériel même si nous ne sommes pas d'accord avec tout ce qu'il contient.

Les premiers ministres de l'Ouest, lors de leur récente rencontre, ont recommandé que nous nous mettions d'accord sur un objectif national de réduction de la pauvreté chez les enfants. Je suis d'accord et j'espère que tous les premiers ministres le seront également. Les premiers ministres de l'Ouest ont proposé une prestation nationale pour enfant qui regrouperait tous les programmes fédéraux et provinciaux destinés à venir en aide aux familles à faible revenu. C'est un sujet qui mérite qu'on s'y arrête sérieusement. J'espère que nous pourrions confier à des ministres le mandat de chercher dès à présent des moyens concrets nous permettant de réduire la pauvreté des enfants au Canada.

Mesdames et Messieurs, comme vous pouvez le constater, notre programme est très chargé cette semaine. Mais en retroussant nos manches et en nous mettant au travail, nous pourrions faire des progrès. Ce que veulent les Canadiens, c'est qu'on fasse un effort et qu'on travaille en équipe. Ce qu'ils désirent, ce sont des changements qui profiteront à la population, et pas simplement à la classe politique ou aux bureaucrates. Ce qu'ils souhaitent, ce sont des progrès concrets, pas des batailles de clocher.

Ce dont ils ne veulent pas, c'est du tordage de bras, des menaces et des ultimatums, des crises de colère et des accusations, des accès de jalousie et des gesticulations pour la galerie. Ce serait trop facile, tant pour les autres premiers ministres que pour moi. Ce n'est

pas ainsi que je dirige une réunion. Et, si je me fie à ce que m'ont dit tous les premiers ministres ces derniers jours, ce n'est pas ce qu'ils désirent non plus. Nous avons connu deux tentatives infructueuses de révision constitutionnelle au cours des dix dernières années.

Chaque fois, on avait mis sur la table un ensemble complexe et important de propositions qu'il fallait accepter ou rejeter en bloc. Et chaque fois, malgré les meilleures intentions, l'opération a échoué. Le pays n'était pas plus avancé, et le renouvellement de la fédération non plus.

S'il y a un enseignement à retirer de ces expériences, c'est bien le besoin d'adopter une nouvelle approche. Une approche étape par étape, une approche pragmatique. Identifier un problème, s'entendre et le régler. Puis s'attaquer au problème suivant. Cette approche a l'avantage de bâtir petit à petit. Si nous voulons réellement renouveler la fédération, et je crois que mes homologues et moi le voulons réellement, alors le moment est venu d'adopter cette nouvelle approche. Une approche qui fonctionne.